



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**« Fourniture, livraison, installation et maintenance d'un
portique à ondes millimétriques (POM) pour le centre
pénitentiaire de Condé-Sur-Sarthe »**

N°21PS5038

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION
PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
Fournitures**

*Code de la commande publique issu de l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret
2018-1075 du 3 décembre 2018*

**Date limite de remise des offres :
Mercredi 27 octobre 2021 à 17h00**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR	3
ARTICLE 2 – OBJET ET CONTEXTE DU MARCHÉ	3
2.1 –TYPE DE MARCHÉ	3
2.2 – OBJET ET ALLOTISSEMENT DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS / EXIGENCES MINIMALES.....	3
ARTICLE 4 – PROCÉDURE DE PASSATION	3
ARTICLE 5 – FORME, DURÉE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ	4
5.1 – FORME ET DURÉE DU MARCHÉ	4
5.2 – DÉBUT DES PRESTATIONS.....	4
5.3 – DÉROGATION AU PRINCIPE D’EXCLUSIVITÉ.....	4
5.4 – MARCHÉS COMPLÉMENTAIRES	4
ARTICLE 6 – MARCHÉS RÉSERVÉS À DES ENTREPRISES ADAPTÉES / ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES D’AIDE PAR LE TRAVAIL.....	4
ARTICLE 7 – MODALITÉS DE RÉPONSE	4
7.1 – MODALITÉS DE RÉPONSE EN CAS DE GROUPEMENT	4
7.2 – MODALITÉS DE RÉPONSE EN CAS DE SOUS-TRAITANCE.....	5
7.3 – MODALITÉS DE RÉPONSE EN CAS DE PRISE EN COMPTE DANS LA RÉPONSE DE LA CAPACITÉ D’OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES AUTRES QUE DES CO-TRAITANTS OU DES SOUS-TRAITANTS.....	5
7.4 – VARIANTES.....	6
7.5 – OPTIONS	6
7.6 – MODALITÉS DE RÉPONSE ÉLECTRONIQUE	6
ARTICLE 8 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	9
8.1 – LES DOCUMENTS RELATIFS À LA CANDIDATURE	9
8.2 – LES DOCUMENTS CONSTITUANT L’OFFRE.....	10
ARTICLE 9 – CONDITIONS DE REMISE DES PLIS	11
ARTICLE 10 – DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	11
ARTICLE 11 – EXAMEN ET SÉLECTION DES CANDIDATS / CHOIX DE L’OFFRE	12
11.1 – OUVERTURE DES PLIS.....	12
11.2 – EXAMEN DES CANDIDATURES.....	12
11.3 – EXAMEN DES OFFRES.....	12
11.4 – CRITÈRES DE SÉLECTION DES OFFRES.....	12
11.5 – PRÉCISIONS DEMANDÉES AUX CANDIDATS	13
11.6 – MISE AU POINT DU MARCHÉ.....	13
11.7 – MODALITÉS D’ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	13
ARTICLE 12 – MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	14
ARTICLE 13 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	14

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

Pouvoir adjudicateur : Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP) domiciliée 13, place Vendôme
– 75042 Paris cedex 01

ARTICLE 2 – OBJET ET CONTEXTE DU MARCHÉ

2.1 –TYPE DE MARCHÉ

Le présent marché est un marché de fournitures tel que défini à l'article L1111-3 du code de la commande publique.

2.2 – OBJET ET ALLOTISSEMENT DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet de répondre à un besoin urgent dans des délais contraints à la fourniture, la livraison, l'installation et la maintenance d'un portique à ondes millimétriques (POM) pour le centre pénitentiaire de Condé-Sur-Sarthe dans un contexte lié à la prise d'otages du 05/10/2021. Le marché comprend également des prestations de formation.

Indépendamment de cette consultation, un projet de marché national est également en cours. À ce titre, une consultation sera lancée ultérieurement, dont le périmètre portera sur l'ensemble des établissements pénitentiaires situés en France métropolitaine et en Outre-mer.

Les volumétries indicatives sur la durée totale du marché sont les suivantes :

Unité d'œuvre	Quantité estimative
Fourniture d'un POM	1
Maintenance préventive	4
Formation standard	5
Formation avancée	5

Le marché est non alloti, les candidats répondent à l'ensemble des prestations en faisant l'objet.

ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS / EXIGENCES MINIMALES

Les spécifications techniques des fournitures attendues au titre du présent marché sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) joint au dossier de consultation.

ARTICLE 4 – PROCÉDURE DE PASSATION

La consultation est lancée sous la forme d'un appel d'offres ouvert établie en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2- 1° et des articles R. 2161-2 à R. 2161-5 du CCP.

Le délai minimal de remise des offres est réduit à quinze (15) jours au regard du contexte d'urgence simple sur le fondement de l'article R.2161-3 du code de la commande publique.

ARTICLE 5 – FORME, DURÉE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ

5.1 – FORME ET DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est fractionné à bons de commandes conformément à l'article R. 2162-2 du CCP.

Il est conclu sans montant minimum. Son montant maximum est fixé à 400 000 € H.T.

Le marché est mono-attributaire.

En application de l'article R2112-4 du code de la commande publique, la durée du marché est de vingt-quatre (24) mois à compter de sa date de notification. Il peut être reconduit, deux (2) fois, par tacite reconduction, pour une période de douze (12) mois.

5.2 – DÉBUT DES PRESTATIONS

Les prestations débutent à compter de la date de notification du marché au titulaire.

5.3 – DÉROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITÉ

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire appel, sans indemnisation du titulaire, à un autre fournisseur dans les situations suivantes :

- le titulaire n'est pas en capacité de livrer ou de réaliser les prestations dans les délais contractuels ;
- en cas de défaillance caractérisée du titulaire (mauvaise exécution du marché, retard de livraison, rupture de stock, etc.) ;
- avec l'accord préalable du titulaire.

5.4 – MARCHÉS COMPLÉMENTAIRES

En application de l'article R2122-4 du code de la commande publique, la réalisation d'achat de fournitures complémentaires à celles du marché pourra être exécutée par la titulaire du présent marché dans le cadre d'un ou plusieurs marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence qui seront passés ultérieurement à la notification du marché.

ARTICLE 6 – MARCHÉS RÉSERVÉS À DES ENTREPRISES ADAPTÉES / ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES D'AIDE PAR LE TRAVAIL

Sans objet.

ARTICLE 7 – MODALITÉS DE RÉPONSE

Les entreprises / opérateurs économiques peuvent répondre seuls ou groupés et/ ou en présentant d'autres opérateurs économiques dans les conditions suivantes :

7.1 – MODALITÉS DE RÉPONSE EN CAS DE GROUPEMENT

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, une entreprise peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché. Néanmoins, dans ce cas :

- le groupement devra produire le formulaire DC1 présentant chaque entreprise constituant le groupement et habilitant l'entreprise mandataire à présenter le dossier ; ce document devra être produit en un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement ; le DC1 est téléchargeable sur le site du MINEFE : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- et, chaque entreprise constituant le groupement devra fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés à l'article 7 du présent règlement de consultation.

Dans le cas où les entreprises ont présenté leur candidature sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises, la DAP les informe qu'en cas d'attribution du marché à un tel groupement, il imposera, au sens de l'article R2142-22 du code de la commande publique, la forme du groupement solidaire dans la mesure où cette transformation est nécessaire pour la bonne exécution du marché.

Un opérateur ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

7.2 – MODALITÉS DE RÉPONSE EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

Pour justifier de ses capacités professionnelles ou techniques, le candidat peut demander que soient également prises en compte des capacités professionnelles et techniques d'un ou de plusieurs sous-traitants.

Dans ce cas, le candidat devra :

- justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants en produisant l'ensemble des documents demandés dans le présent règlement de consultation (RC) ;
- et justifier qu'il dispose des capacités des sous-traitants présentés pour l'exécution du marché en produisant un engagement écrit du sous-traitant ;
- et également présenter un acte spécial de sous-traitance (type DC 4) dans les pièces relatives à l'offre.

7.3 – MODALITÉS DE RÉPONSE EN CAS DE PRISE EN COMPTE DANS LA RÉPONSE DE LA CAPACITÉ D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES AUTRES QUE DES CO-TRAITANTS OU DES SOUS-TRAITANTS

Le candidat peut demander, pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières concernant la prestation, que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques ou financières d'autres opérateurs économiques.

Dans ce cas, le candidat devra :

- justifier des capacités de ces opérateurs en produisant les renseignements exigés au stade des candidatures dans l'avis de publicité ;
- et justifier qu'il en disposera pour l'exécution du marché en produisant un engagement écrit de l'opérateur.

7.4 – VARIANTES

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter des variantes par rapport aux spécifications définies dans le cahier des charges.

7.5 – OPTIONS

Les options suivantes sont prévues :

- Le marché est reconductible deux (2) fois douze (12) mois, de manière tacite, sans que sa durée maximale puisse excéder quarante-huit (48) mois ;
- Achat de fournitures complémentaires à celles du marché en application de l'article R2122-4 du code de la commande publique (art. 5.4 du RC)

7.6 – MODALITÉS DE RÉPONSE ÉLECTRONIQUE

Tout dépôt sur une plate-forme de dématérialisation, sur un site internet ou sur une adresse électronique autre que celle indiquée à l'article 9 ci-dessous est nul et non avenue.

Sur la plateforme de la DAP (cf. article 9 du présent RC), les candidats peuvent disposer d'une aide pour les procédures électroniques. Cette aide détaille les modalités à suivre pour le dépôt des candidatures et des offres.

L'entreprise devra préalablement contrôler tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre par un antivirus tenu à jour. Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par la DAP peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

Les candidatures et offres transmises par voie électronique ou envoyés sur support physique électronique sont signés par l'opérateur économique au moyen d'un certificat de signature électronique de niveau 2, qui garantit notamment l'identification du candidat.

Chaque document pour lequel une signature est demandée à l'article 8 du présent règlement de la consultation (présentation des candidatures) doit être signé électroniquement. Une simple signature du dossier zip est insuffisante. Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Les documents du marché, listés à l'article 8 du présent RC, devant être signés et transmis par voie électronique, sont signés électroniquement selon les modalités détaillées ci-dessous.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2020 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- 1) au certificat de signature du signataire,
- 2) à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature¹ conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

¹ Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé)

1) LES EXIGENCES RELATIVES AUX CERTIFICATS DE SIGNATURE DU SIGNATAIRE

Le certificat de signature du signataire doit respecter au moins le niveau de sécurité demandé (niveau 2).

1^{er} cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- www.references.modernisation.gouv.fr
- http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm
- <https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/confiance-numerique/la-signatureelectronique-dans-le-cadre-des-marches-publics/>
- <https://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-reglementeidas/>
- [liste-nationale-de-confiance/](http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats)
- <http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats>

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2nd cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plateforme de dématérialisation de la DAP « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité demandé (niveau 2), et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Justificatifs de conformité à produire

→ Le signataire transmet les informations suivantes :

1) La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification, etc.

Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;

2) L'adresse du site internet de référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

2) OUTIL DE SIGNATURE UTILISE POUR SIGNER LES FICHIERS

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : Le candidat utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le candidat est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

Cas 2 : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les pré-requis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc). La fourniture d'une notice en français est obligatoire ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

ENVOI D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE :

Il est possible d'envoyer une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.

Celle-ci devra être dans une enveloppe cachetée portant la mention :

« COPIE DE SAUVEGARDE : 21PS5038 POM - (à préciser par le candidat) - NE PAS OUVRIR »

La copie de sauvegarde peut être :

- soit transmise par lettre recommandée avec avis de réception postale (ou équivalent) à l'adresse suivante : Ministère de la Justice - Direction de l'Administration Pénitentiaire – Sous-Direction du pilotage et du soutien des services- Bureau de la performance - DAP/PS5, 13 place Vendôme, 75042 PARIS CEDEX 01 ;
- soit remise contre récépissé, les jours ouvrables, du lundi au vendredi de 9h00 à 12h et de 14h à 17h00 à l'accueil de la Direction de l'Administration Pénitentiaire, 35 rue de la gare -Bâtiment 3- 75019 PARIS.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

Les candidats sont informés que la copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté par la DAP ;

- lorsqu'une candidature et une offre ont été transmises par voie électronique, mais ne sont pas parvenues à la DAP dans les délais de dépôt des candidatures et des offres ou bien n'ont pas pu être ouvertes, la DAP procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais de dépôt des candidatures et des offres.

ARTICLE 8 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats devront remettre obligatoirement :

- les documents relatifs à la candidature ;
- les documents constituant l'offre.

Les candidatures et offres doivent être transmises uniquement par voie électronique. Aucun pli présenté sous format papier ne pourra être accepté. L'action de DAP s'inscrivant dans une démarche de **développement durable**, elle souhaite limiter le poids du papier dans les procédures de marchés publics.

Par ailleurs, il est précisé aux candidats que les documents transmis dans le cadre de cette consultation doivent :

- être clairs, concis et précis ;
- s'en tenir à apporter aux questions posées et aux exigences formulées par la DAP ;
- **être rédigés en langue française**, conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994. Néanmoins, si les documents fournis ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

8.1 – LES DOCUMENTS RELATIFS À LA CANDIDATURE

8.1.1 – Le candidat produit à l'appui de sa candidature :

- **La Lettre unique de candidature (imprimé DC1 à jour ou équivalent)** dûment renseigné par le candidat se présentant seul ou, en cas de groupement, par l'ensemble des membres du groupement ou une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique, relative aux marchés publics et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
 - NB : pour les entreprises non établies en France, ces documents sont à fournir au vu des règles d'effet équivalent du pays d'établissement.
- **la déclaration sur l'honneur ou déclaration du candidat (imprimé DC2 à jour ou équivalent)** dûment rempli par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, un imprimé DC2 rempli par chaque membre du groupement, en prenant soin de renseigner la totalité des rubriques ;
- **en cas de présentation d'un sous-traitant dans le dossier de candidature, une déclaration de sous-traitance** (prestations sous-traitées égales ou supérieures à 600 euros T.T.C.) via le formulaire DC4 à jour ou équivalent ;
- **en cas de candidature présentée par un groupement d'entreprises** : les documents listés à l'article 7.1 (DC1) – Modalités de réponse en cas de groupement, ci-dessus ;

- **en cas de candidature présentée par une entreprise en situation de redressement judiciaire :**
la copie du jugement prononcé ;

Les documents DC1 et DC2 peuvent être utilisés par les candidats en tant qu'ils complètent ou se substituent aux documents demandés ci-dessus. Le DC1 et DC2 sont également téléchargeables sur le site du MINEFE : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas d'absence d'informations demandées, l'administration se réserve le droit de régulariser les candidatures conformément à l'article R2144-2 et R2144-6 du code de la commande publique.

Dans ce cas, ils doivent être fournis dans les 5 jours suivant l'envoi de la demande par la DAP via la plateforme de dématérialisation. Le jour d'envoi du mail et le jour de réception ne sont pas comptabilisés.

8.1.2 – Le candidat produit une déclaration a priori et produit les attestations et certificats s'il est attributaire pressenti :

À l'appui de sa candidature, le candidat pourra, **à la place du DC1 et DC 2**, produire le Document unique de marché européen (DUME).

Le document unique de marché européen (DUME) est une déclaration sur l'honneur des opérateurs économiques servant de preuve a priori en lieu et place des certificats délivrés par des autorités publiques ou des tiers.

Le DUME consiste en une déclaration officielle par laquelle l'opérateur économique affirme que les motifs d'exclusion concernés ne s'appliquent pas à lui, que les critères de sélection concernés sont remplis et qu'il fournira les informations pertinentes requises par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit veiller à ce que le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel.

Le Document Unique de Marché Européen est soit accessible directement sur le profil d'acheteur soit accessible via le Service DUME : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>

Une documentation complète pour l'utilisation ou l'implémentation du « Service DUME » sur un profil d'acheteur est mise à disposition sur le site: <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

8.2 – LES DOCUMENTS CONSTITUANT L'OFFRE

- 1) **L'acte d'engagement** dûment complété, daté et signé ;
- 2) **Le bordereau des prix unitaires** (B.P.U.), annexe financière de l'acte d'engagement, complété ;
- 3) **La proposition technique** du candidat comprenant :
 - a. **Un mémoire technique** qui constitue le projet présenté par le candidat, pour répondre aux besoins indiqués dans le CCTP. Au-delà de toutes les spécificités propres aux candidats, devront figurer, a minima, les éléments présentés ci-dessous :
 - La description de l'organisation et des moyens que le candidat propose de mettre en œuvre pour assurer la bonne exécution du marché et les différentes prestations demandées au CCTP ;

- une description des conditions de garantie, maintenance et service après-vente proposées par le candidat ;
- b. le questionnaire technique, annexe du CCTP, dûment complété ;
- c. la fiche technique du portique rédigée en langue français ;
- d. la documentation exigée au titre VI du CCTP
- e. la preuve des certifications mentionnées à l'article 2.5 du CCTP.

Il est précisé que les candidats ne pourront présenter qu'un seul modèle de portique.

ARTICLE 9 – CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

Les candidats déposent leur offre dématérialisée sur le site de la Plateforme des achats de l'Etat (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

avant la date et l'heure limite de réception des offres mentionnées en page de garde du présent document.

Aucun envoi par télécopie ou courriel ne sera accepté.

En cas de réponse électronique, il est possible d'envoyer également une COPIE DE SAUVEGARDE, celle-ci devra être envoyée par courrier sous pli recommandé avec accusé de réception avec la mention « COPIE DE SAUVEGARDE : 21PS5038 POM – NE PAS OUVRIR », soit remise en main propre contre récépissé.

TRÈS IMPORTANT :

- ✓ L'attention des candidats est attirée sur le fait que les offres non parvenues à la date et heure limites ne seront pas prises en compte.
- ✓ Le jour de la date limite de remise des offres est indiqué sur la page de garde du présent document, l'heure limite de remise est 17h00.
- ✓ Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des offres indiqués sur la page de garde.
- ✓ Les sociétés ayant déjà déposé une offre sont autorisées à en déposer une nouvelle dans les délais impartis, notamment en cas de report de la date limite de remise des plis ou de modification du DCE. Conformément l'article R2151-6 du code de la commande publique, seule la dernière offre reçue sera ouverte.

ARTICLE 10 – DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des propositions sera de QUATRE-VINGT-DIX (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

ARTICLE 11 – EXAMEN ET SÉLECTION DES CANDIDATS / CHOIX DE L’OFFRE

11.1 – OUVERTURE DES PLIS

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l’heure limites de réception des offres annoncées dans l’avis d’appel public à la concurrence et sur la page de garde du présent document.

11.2 – EXAMEN DES CANDIDATURES

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par la DAP s’il est objectivement dans l’impossibilité de produire l’un des renseignements demandés dans l’avis de publicité pour apprécier sa capacité financière (exemple : attestation d’un commissaire aux comptes, déclarations de contrats en cours justifiant le futur chiffre d’affaires, compte de résultats etc.).

À l’issue de l’examen des candidatures, le représentant du pouvoir adjudicateur éliminera :

- Les candidats en redressement judiciaire dont la période d’observation est inférieure à la durée d’exécution du marché si le candidat change de situation au regard des motifs d’exclusion mentionnés à l’article L.2141.12 du code de la commande publique ;
- Les candidatures incomplètes qui, le cas échéant après mise en œuvre de la faculté dont dispose le pouvoir adjudicateur de demander des compléments, ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées aux articles R2143-3 et R2143-4 du code de la commande publique ;
- Les candidats ne présentant pas les capacités financières et techniques suffisantes ;
- Les candidatures portant atteinte aux règles relatives à la liberté de prix et à la concurrence.

11.3 – EXAMEN DES OFFRES

À l’issue de l’examen des offres, seront éliminées les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées conformément aux dispositions de l’article L2152-1 du code de la commande publique.

11.4 – CRITÈRES DE SÉLECTION DES OFFRES

Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-6 à R2152-8 du code de la commande publique. Il ne pourra pas y avoir de négociations avec les candidats.

L’offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères et des sous-critères définis et pondérés comme suit :

	Critères et sous-critères Dans l’ordre d’importance	Pondération des critères et sous- critères /100
1	<u>Valeur technique de l’offre</u> L’examen du critère se fera au regard des sous-critères suivants :	70
	1) Analyse des spécifications techniques des appareils (ergonomie et procédure de contrôle, traitement de l’image, performance au regard notamment de la facilité d’identification et de la rapidité)	40
	2) Analyse de la qualité de l’offre de maintenance (préventive et curative post-garantie) et d’assistance technique	15

	3) Analyse de la qualité de l'offre de formation à l'utilisation de l'appareil, à l'interprétation d'images, et à la maintenance de 1 ^{er} niveau	15
2	Critère prix Prix des prestations sur la base de simulations financières au regard des prix proposés dans l'annexe financière.	30

11.5 – PRÉCISIONS DEMANDÉES AUX CANDIDATS

Des précisions pourront être demandées au candidat lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée. Ces précisions seront demandées lorsque l'offre paraît anormalement basse.

11.6 – MISE AU POINT DU MARCHÉ

Le pouvoir adjudicateur peut, en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes du marché sans que les modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles.

11.7 – MODALITÉS D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

La DAP choisira l'offre économiquement la plus avantageuse.

Les offres seront classées par ordre décroissant.

Conformément à l'article R2143-11 du code de la commande publique et à l'article L 8254-1 du code du travail, le candidat retenu devra produire **dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés** à compter de la demande effectuée par la DAP à l'issue de la sélection des offres :

➤ si le candidat est établi en France :

- 1° les certificats fiscaux et sociaux justifiant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales lui incombant l'année précédente (sauf si ces certificats ont été produits dans le dossier de candidature).
- 2° les pièces demandées à l'article D 8222-5 ou D 8222-5 du code du travail
et, s'il emploie des salariés étrangers :
- 3° la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail.

➤ si le candidat est établi à l'étranger :

- 1° les certificats fiscaux et sociaux établis par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou si elle n'existe pas, par une déclaration solennelle devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays².
- 2° les pièces demandées aux articles D 8222-7 ou 8254-2 et D 8222-8 du code du travail.
et, s'il détache sur le territoire français des salariés pour l'exécution du marché :
- 3° la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail.

Le choix sera définitif lorsque le candidat aura fourni ces documents.

² Le site officiel de la Commission européenne met en ligne des informations générales sur les certificats et sur les listes officielles d'opérateurs économique agréés ainsi que des modèles de certificats délivrés par les états membres : http://ec.europa.eu/internal_market/publicprocurement/2004_18/index_fr.htm

ARTICLE 12 – MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

La DAP se réserve le droit d'apporter, au plus tard cinq (5) jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres, des **modifications de détails** au dossier de consultation.

Le délai de cinq (5) jours est décompté à partir de la date à laquelle ces modifications ont été envoyées aux entreprises ayant téléchargé le dossier de consultation.

Si la date limite de remise des offres est reportée, cette disposition est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 13 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de l'examen du dossier de consultation et/ou de l'élaboration de leur offres, les opérateurs devront faire parvenir cinq (5) jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite par voie dématérialisée sur la plateforme des achats de l'Etat : www.marches-publics.gouv.fr

Les réponses aux questions parvenues dans ce délai seront envoyées à tous les candidats au plus tard trois (3) jours avant la date limite pour la réception des offres.

Il ne sera répondu à aucune question orale.